E 458
.3
.L11

FLM
2015
053430

LIBRARY OF CONGRESS
00006141110

THE LIBRARY OF CONGRESS

THE LIBRARY OF CONGRESS

EXTRAIT DU MESSAGER FRANCO-AMERICAIN

JOURNAL FRANÇAIS PUBLIÉ A NEW-YORK.

POURQUOI LE NORD

NE PEUT ACCEPTER

LA SÉPARATION.

PAR

EDOUARD LABOULAYE

Membre de l'Institut, Professeur au Collége de France

LIBRARY OF CONGRESS
1883
CITY OF WASHINGTON

NEW-YORK

IMPRIMERIE DU MESSAGER FRANCO-AMERICAIN

51, LIBERTY STREET, NEW YORK.

1863

E458
.3
.L11

EXTRAIT DU MESSAGER FRANCO-AMERICAIN

JOURNAL FRANÇAIS PUBLIÉ A NEW-YORK.

POURQUOI LE NORD

NE PEUT ACCEPTER

LA SÉPARATION.

La guerre civile qui depuis deux ans divise et ruine les Etats-Unis a son contre-coup en Europe. La disette du coton amène de grandes souffrances. Les ouvriers de Rouen et de Mulhouse ne sont pas moins éprouvés que les filateurs et les tisserands du Lancashire ; des populations entières sont réduites à tendre la main, et, pour passer l'hiver, elles n'ont plus d'autre ressource et d'autre espoir que la charité particulière ou les secours de l'Etat. Dans une crise aussi cruelle, au milieu de souffrances si peu méritées, il est naturel que l'opinion s'inquiète en Europe et qu'elle accuse l'ambition de ceux qui prolongent une guerre fratricide. La paix en Amérique, la paix à tout prix, c'est le besoin, c'est le cri de milliers d'hommes qui chez nous sont pressés par la faim, victimes innocentes des passions et des fureurs qui ensanglantent les Etats-Unis.

Ces plaintes ne sont que trop légitimes. Le monde est aujourd'hui solidaire ; la paix est une condition d'existence pour les peuples modernes qui vivent d'industrie ; mais, par malheur, s'il est facile d'indiquer le remède, il est à peu près impossible de l'appliquer. Jusqu'à présent, c'est de la guerre seule qu'on peut attendre la fin de la guerre. Se jeter à main armée entre les combattants pour leur imposer une trève serait une entreprise où l'Europe épuiserait ses forces, et pour

quel résultat ? Comme l'a dit justement M. Cobden, il serait moins cher *de nourrir de gibier et de vin de Champagne* les ouvriers qui sont ruinés par la crise américaine. Offrir aujourd'hui notre intervention amiable, c'est nous exposer à un refus, sinon même exaspérer une des parties et la pousser à des mesures violentes ; c'est diminuer les chances de faire accepter notre médiation au moment favorable. Nous en sommes donc réduits à rester spectateurs d'une guerre déplorable et qui nous cause des maux infinis ; nous en sommes réduits à faire des vœux pour que l'épuisement et la misère apaisent enfin des ennemis acharnés, et les obligent à accepter la réunion ou la séparation. Triste situation sans doute, mais qui a été de tout temps celle des neutres, et dont on ne peut sortir qu'en se jetant soi-même dans des périls inconnus.

Si nous n'avons pas le droit d'intervenir, nous avons tout au moins celui de nous plaindre et de chercher quels sont les vrais coupables de cette guerre qui nous atteint. C'est quelque chose que l'opinion de l'Europe. Mieux que les armes, elle peut précipiter les événements et ramener la paix. Par malheur, depuis deux ans, l'opinion, égarée, fait fausse route ; en se rangeant du mauvais côté, elle prolonge la résistance au lieu de l'arrêter.

En Angleterre et en France, le Sud a trouvé des avocats nombreux et habiles ; on a présenté sa cause comme celle de la justice et de la liberté. On a proclamé le droit de séparation, on n'a pas reculé devant l'apologie de l'esclavage. Aujourd'hui, ces arguments commencent à s'user. Grâce à des publicistes qui ne transigent pas avec l'humanité, grâce à M. de Gasparin surtout, la lumière s'est faite ; on sait à quoi s'en tenir sur les origines et le caractère de la rébellion. Pour tout observateur de bonne foi, il est évident que tous les torts sont du côté du Sud. Il n'y a pas besoin d'être un Montesquieu pour comprendre qu'un parti que rien ne menace et qui, par ambition ou par orgueil, brise l'unité nationale et déchire en deux la patrie, n'a aucun droit à la sympathie des Français. Quant à canoniser l'esclavage, c'est une œuvre qu'il faut laisser aux prédicateurs du Sud. Tout l'esprit du monde ne relèvera pas cette cause perdue. Les confédérés eussent-ils mille raisons de se plaindre et de se révolter, il restera toujours sur leur rébellion une tache ineffaçable : jamais un chrétien, jamais un libéral ne s'intéressera à des hommes qui, en plein dix-neuvième siècle, affichent audacieusement leur désir de perpétuer et d'étendre la servitude. Permis aux planteurs d'écouter encore ces théories qui les ont enivrés et perdus ; jamais de tels sophismes ne passeront l'Océan.

Les avocats du Sud lui ont rendu un service fatal : Ils lui ont fait croire que l'Europe, éclairée ou séduite, se rangerait de son côté, et qu'un jour elle jetterait dans la balance autre

chose que des vœux stériles. Cette illusion a entretenu et entretient encore la résistance du Sud ; elle prolonge la guerre et nos souffrances. Si, dès le premier jour, comme le Nord avait le droit de l'espérer, les amis de la liberté s'étaient prononcés hardiment contre la politique de l'esclavage, si les partisans de la paix maritime, si les défenseurs des droits des neutres avaient parlé en faveur de l'Union et repoussé une séparation qui ne peut profiter qu'à l'Angleterre, il est probable que le Sud se fût engagé avec moins de témérité dans une voie sans issue. Si malgré le courage et le dévouement de ses soldats, si malgré l'habileté de ses généraux, le Sud échoue dans une entreprise que, selon moi, on ne peut trop blâmer, qu'il s'en prenne à ceux qui ont eu de l'Europe une assez pauvre estime pour s'imaginer qu'ils asserviraient l'opinion à une politique contre laquelle proteste le patriotisme et que condamnent l'Evangile et l'humanité.

"Soit, dira-t-on, le Sud a tous les torts ; mais enfin il veut se séparer ; il ne peut plus vivre avec les gens du Nord. La guerre même, quelle qu'en soit l'origine, est une nouvelle cause de désunion. De quel droit vingt millions d'hommes peuvent-ils obliger (1) dix millions de leurs compatriotes à continuer une alliance détestée, à respecter un contrat qu'ils veulent rompre à tout prix ? Est-il possible d'imaginer qu'après deux ou trois ans de combats et de misères on fera vivre ensemble les vainqueurs et les vaincus ? Réduira-t-on un pays deux ou trois fois grand comme la France ? N'y aura-t-il pas du sang entre les partis ? La séparation est peut-être un malheur, mais aujourd'hui ce malheur est irréparable. Accordons que le Nord ait pour lui la légalité, la lettre et l'esprit de la Constitution, reste toujours un point indiscutable : le Sud veut être maître chez lui. Vous n'avez pas le droit d'écraser un peuple qui se bat si vaillamment. Résignez-vous."

Si nous étions moins énervés par les douceurs de la vie moderne et par l'oisiveté d'une longue paix, si nous avions dans le cœur quelque reste de ce patriotisme qui, en 1792, poussait nos pères aux bords du Rhin, la réponse serait facile ; aujourd'hui, je crains qu'on ne la comprenne plus. Si demain le midi de la France se révoltait et demandait la séparation, si l'Alsace et la Lorraine voulaient s'isoler, quel serait, je ne dis pas seulement notre droit, mais notre devoir ? Compterait-on les voix pour savoir si un tiers ou une moitié des Français a le droit de détruire l'unité nationale, d'anéantir la France, de mettre en pièces le glorieux héritage que nos pères nous ont acquis de leur sang ? Non, on prendrait son fusil et on marcherait. Malheur à qui ne sent pas que la patrie est sainte et

(1) Sur ces dix millions, il y a quatre millions d'esclaves dont on ne consulte pas la volonté.

qu'il est beau de la défendre, même au prix de toutes les misères et de tous les dangers !

" L'Amérique n'est pas la France ; c'est une confédération, ce n'est pas une nation. " Qui dit cela ? c'est le Sud, pour justifier sa faute. Le Nord dit le contraire, et depuis deux ans c'est au prix de sacrifices sans nombre qu'il affirme que les Américains sont un même peuple et qu'on ne coupera pas en deux la patrie. Cela est beau, cela est grand, et, si quelque chose m'étonne, c'est que la France reste insensible en face de ce patriotisme. L'amour du pays n'est-il pas la vertu des Français ?

Qu'est-ce donc que le Sud, et d'où peut lui venir ce droit de séparation qu'on fait sonner si haut ? Est-ce un peuple conquis qui reprend son indépendance, comme l'a fait la Lombardie ? Est-ce une race distincte qui ne veut point continuer une alliance oppressive ? Non, ce sont des colons établis sur le territoire de l'Union par des mains américaines qui se révoltent sans autre raison que leur ambition. Qu'on prenne une carte des Etats-Unis. Si l'on excepte la Virginie, les deux Carolines et la Georgie, qui sont d'anciennes colonies anglaises, tout le reste du Sud est installé sur les terres achetées et payées par l'Union. C'est dire que le Nord a supporté la plus grosse part de la dépense. L'ancienne Louisiane a été vendue aux Américains en 1804 par le premier consul, au prix de 75 millions ; la Floride a été achetée à l'Espagne en 1820, moyennant 25 millions ; il a fallu la guerre au Mexique, une dépense d'un milliard et des pertes cruelles pour s'assurer le Texas. En peu de mots, qu'on prenne tous les riches pays qui bordent le Mississippi et le Missouri depuis leur source jusqu'à leur embouchure, il n'y a pas un pouce de terrain qui n'ait été payé par l'Union et qui ne lui appartienne. C'est l'Union qui a chassé ou indemnisé les Indiens ; c'est l'Union qui a élevé des forts, construit des chantiers, des phares et des ports ; c'est elle qui a mis ces déserts en valeur et qui a rendu la colonisation possible. Ce sont des hommes du Nord tout autant que des hommes du Midi qui ont défriché et planté ces terrains et qui ont transformé en Etat florissant des solitudes stériles. Dans la vieille Europe, où l'unité est partout sortie de la conquête, montrez-nous donc un titre de propriété aussi sacré, une patrie qui soit davantage l'œuvre commune de tout un peuple ! Et maintenant il serait permis à une minorité de s'emparer d'un territoire qui appartient à tous et de s'y choisir la meilleure part ? Il serait permis à une minorité de détruire l'Union et de mettre en péril ceux qui ont été ses premiers bienfaiteurs et sans lesquels elle n'existerait pas ? Si ce n'est pas là une révolte impie, il faut dire que le caprice des peuples fait leur droit.

Ce n'est pas seulement une raison politique qui s'oppose à

la séparation ; la géographie, la situation des lieux oblige les Etats-Unis à former une seule nation. Strabon, contemplant ce vaste pays qu'on appelle aujourd'hui la France, disait avec la sûreté du génie que, à contempler la nature du territoire et le cours des eaux, il était visible que les forêts de la Gaule, habitées par une population clair-semée, deviendraient le séjour d'un grand peuple. C'est la nature qui avait disposé notre territoire pour être le théâtre d'une grande civilisation. Cela n'est pas moins vrai de l'Amérique. Elle n'est, à vrai dire, qu'une double vallée, avec un point de partage insensible et deux grands cours d'eau, le Mississippi et le Saint-Laurent. Point de hautes montagnes qui séparent et isolent les peuples, point de barrières naturelles comme les Alpes et les Pyrénées. L'Ouest ne peut vivre sans le Mississippi ; posséder l'embouchure du fleuve, c'est, pour les fermiers de l'Ouest, une question de vie ou de mort.

Les Etats-Unis l'ont senti dès le premier jour. Quand l'Ohio et le Mississippi n'étaient encore que des fleuves perdus dans les bois, quand les premiers planteurs n'étaient qu'une poignée d'hommes répandus dans le désert, les Américains savaient déjà que la Nouvelle-Orléans était *la clef de la maison*. On ne voulait la laisser ni à l'Espagne ni à la France. C'est ce que comprit Napoléon ; il tenait dans ses mains la grandeur future des Etats-Unis ; il ne lui déplut pas de céder à l'Amérique ce vaste territoire, dans l'intention, disait-il, de donner à l'Angleterre une rivale maritime qui, tôt ou tard, abaisserait l'orgueil de nos ennemis. Il pouvait se dessaisir seulement de la rive gauche du fleuve et satisfaire les Etats-Unis, qui alors n'en demandaient pas davantage ; il fit plus (et en ce point je crois qu'il eut tort), il céda d'un trait de plume un pays aussi vaste que la moitié de l'Europe, et renonça à nos derniers droits sur ce beau fleuve que nous avons découvert. Soixante ans ont bientôt passé sur cette cession. Les Etats qui se nomment aujourd'hui la Louisiane, l'Arkansas, le Missouri, l'Iowa, le Minnesota, le Kansas, l'Ohio, l'Oregon ; les territoires de Nebraska, de Dacotah, de Jefferson, de Washington, qui seront bientôt des Etats, ont été établis sur l'immense domaine abandonné par Napoléon. Sans compter la population esclavagiste qui veut rompre l'Union, il y a dix millions de citoyens libres, entre Pittsburg et le fort Union, qui réclament le cours et l'embouchure du Mississippi comme leur ayant été cédé par la France. C'est de nous qu'ils tiennent leur titre et leur possession. Ils ont pour eux un droit de soixante ans, droit consacré par le travail et la culture, droit qu'ils ont reçu d'un contrat, et, mieux encore, de la nature et de Dieu. Voilà ce qu'on leur reproche de défendre ; ils sont des usurpateurs et des tyrans, parce qu'ils ne veulent pas se mettre à la merci d'une minorité ambitieuse. Que dirions-nous si demain la

Normandie soulevée prétendait garder pour elle seule Rouen et le Hâvre ? Et pourtant qu'est-ce que le cours de la Seine à côté du Mississippi, qui a un cours de deux mille deux cent cinquante milles et qui reçoit toutes les eaux de l'Ouest ? Posséder la Nouvelle-Orléans, c'est commander une vallée qui comprend les deux tiers des Etats-Unis.

" On neutralisera le fleuve," nous dit-on. Nous savons ce que valent ces promesses. On a vu ce que la Russie avait fait de l'embouchure du Danube ; il a fallu la guerre de Crimée pour rendre à l'Allemagne la libre jouissance de son grand fleuve. Si demain une guerre nouvelle éclatait entre l'Autriche et la Russie, on peut être sûr que la possession du Danube serait l'enjeu de la lutte. Il n'en peut être autrement en Amérique du jour où, dans une longueur de plus de cent lieues, le Mississippi coulera entre deux rives serviles. Déjà l'effet de la guerre a été d'arrêter les exportations de blé et de maïs, qui sont la richesse de l'Ouest. En 1861, il a fallu brûler les récoltes inutiles, au grand préjudice de l'Europe, à qui profitent ces exportations. Le Sud lui-même sent si bien la force de sa position, que son ambition est de séparer la vallée du Mississippi des Etats de l'Est, et de s'unir à l'Ouest, en reléguant les Yankees de la Nouvelle-Angleterre dans un isolement qui les ruinerait. C'est avec l'appât du Mississippi que les confédérés espèrent rétablir à leur profit, c'est-à-dire au profit de l'esclavage, l'Union qu'ils ont brisée par peur de la liberté.

On voit ce qu'il faut penser de la prétendue tyrannie du Nord et s'il est vrai de dire qu'il veut opprimer et asservir le Sud. Tout au contraire, le Nord ne fait que se défendre. En maintenant l'Union, c'est son droit, c'est sa vie qu'il veut sauver.

Jusqu'ici je n'ai parlé qu'au nom de l'intérêt matériel, intérêt légitime et qui, fondé sur des titres solennels, constitue un droit sacré ; mais, si nous examinons l'intérêt moral et politique, intérêt d'un ordre supérieur, nous comprendrons mieux encore que le Nord ne peut céder sans se suicider.

Les Etats-Unis sont une république ; c'est le gouvernement le plus libre et en même temps le plus doux et le plus heureux que la terre ait jamais vu. A quoi tient cette prospérité des Américains ? A ce qu'ils sont seuls sur un immense territoire ; ils n'ont jamais été obligés de concentrer le pouvoir et d'affaiblir la liberté, afin de résister à l'ambition et à la jalousie de leurs voisins. Aux Etats-Unis, il n'y avait point d'armée permanente, point de marine militaire ; les sommes immenses que nous dépensons pour écarter ou soutenir la guerre, les Américains les employaient à ouvrir des écoles et à donner à tous les citoyens, pauvres ou aisés, cette éducation, cette instruction qui font la grandeur morale et la véritable richesse

des peuples. Leur politique étrangère était contenue en une seule maxime : " Ne jamais se mêler des querelles de l'Europe, à la seule condition que l'Europe ne se mêlât point de leurs affaires et respectât la liberté des mers." Grâce à ces sages principes que leur avait légués Washington dans son immortel testament, les Etats-Unis ont joui pendant quatre-vingts ans d'une paix qui n'a été troublée qu'une seule fois, en 1812, quand il leur a fallu résister à l'Angleterre et soutenir le droit des neutres. C'est par milliards qu'il faut compter les sommes que depuis soixante-dix ans nous avons employées à maintenir notre liberté ou notre prépondérance en Europe ; ces milliards, les Etats-Unis les ont employés en améliorations de toutes sortes. Là est le secret de leur prodigieuse fortune : c'est leur isolement qui fait leur prospérité.

Supposez maintenant que la séparation se fasse et que la nouvelle Confédération comprenne tous les Etats à esclaves ; le Nord perd en un jour et sa puissance et ses institutions. La république est frappée au cœur. Il y a en Amérique deux nations en présence, deux peuples rivaux et toujours à la vieille de s'entre-combattre. La paix, en effet, ne détruira pas les inimitiés ; on n'effacera pas les souvenirs de la grandeur passée de l'Union détruite ; le Sud vainqueur ne sera sans doute ni moins ami de l'esclavage ni moins amoureux de la domination. Les ennemis de la servitude, maîtres de leur politique, ne seront certes pas adoucis par la séparation. Que sera la Confédération du Sud pour le Nord ? Une puissance étrangère établie en Amérique, avec une frontière de quinze cents milles, frontière ouverte de tous côtés, et par conséquent toujours menaçante ou menacée. Cette puissance, hostile par son voisinage même, et plus encore par ses institutions, possédera quelques-unes des portions les plus considérables du Nouveau-Monde ; elle aura la moitié des côtes de l'Union ; elle commandera le golfe du Mexique, une mer intérieure qui est le tiers de la Méditerranée ; elle sera maîtresse des bouches du Mississippi et pourra à son gré ruiner les populations de l'Ouest. Il faudra donc que les restes de l'ancienne Union soient toujours prêts à se défendre contre leurs rivaux. Questions de douanes et de frontières, rivalités, jalousies, tous les fléaux de la vieille Europe accableront à la fois l'Amérique ; il faudra établir des douanes sur un espace de cinq cents lieues, construire et armer des forts sur cette immense frontière, entretenir des armées permanentes et considérables, maintenir une marine de guerre ; en d'autres termes, il faudra renoncer à l'ancienne Constitution, affaiblir l'indépendance municipale et concentrer le pouvoir. Adieu la vieille et glorieuse liberté ! Adieu ces institutions qui faisaient de l'Amérique la commune patrie de tous ceux à qui l'air manquait en Europe ! L'œuvre de Washington sera détruite ; on

se trouvera dans une situation pleine de difficultés et de périls. Qu'un tel avenir réjouisse des gens qui ne peuvent pardonner à l'Amérique sa prospérité et sa grandeur, je le comprends. L'histoire est pleine de ces tristes jalousies. Qu'un peuple habitué à la liberté risque son dernier homme et son dernier écu pour garder l'héritage de ses pères, je le comprends mieux encore et je l'approuve. Ce que je ne comprends pas, c'est qu'il se trouve en Europe des gens qui se croient libéraux en reprochant au Nord sa généreuse résistance, en lui conseillant une honteuse abdication. La guerre est un mal affreux, mais de la guerre peut sortir une paix durable ; le Sud peut se fatiguer d'une lutte qui l'épuise ; la vieille Union peut se relever; l'avenir peut être sauvé. Mais que peut-il sortir de la séparation, sinon une guerre sans fin et des misères sans nombre ? Ce déchirement de la patrie, c'est une déchéance sans remède ; on n'accepte un pareil malheur que quand on est écrasé.

Jusqu'à présent, j'ai raisonné dans l'hypothèse que le Sud resterait une puissance indépendante. Mais, à moins que l'Ouest ne se joigne aux confédérés et que l'Union ne se rétablisse contre la Nouvelle-Angleterre, cette indépendance est une chimère. Elle pourra durer quelques années; mais, dans dix ou vingt ans, quand l'Ouest aura doublé ou triplé sa population libre, que sera la Confédération, forcément affaiblie par la culture servile, auprès d'un peuple de trente millions d'hommes qui l'enserrera des deux côtés ? Pour résister, il faudra que le Sud s'appuie sur l'Europe ; il ne peut vivre qu'à la condition d'être protégé par une puissance maritime ; l'Angleterre seule est en état de lui garantir sa souveraineté. Ce sera un nouveau danger pour l'Amérique libre et pour l'Europe. Il n'y a point de marine dans le Sud, et avec l'esclavage il n'y en aura jamais ; c'est l'Angleterre qui, dès le premier jour, prendra le monopole du coton et fournira au Sud des capitaux et des navires. En deux mots, le triomphe du Sud, c'est l'Angleterre réinstallée sur le continent d'où la politique de Louis XVI et de Napoléon l'a chassée ; ce sont les neutres affaiblis ; c'est la France mêlée de nouveau à toutes ces questions de liberté des mers qui nous ont valu deux siècles de luttes et de souffrances. L'Union américaine, en défendant ses droits, avait assuré l'indépendance de l'Océan ; l'Union détruite, la prépotence anglaise renaîtra aussitôt. C'est la paix exilée du monde ; c'est le retour d'une politique qui n'a servi qu'à nos rivaux.

Voilà ce que sentait Napoléon, voilà ce qu'on oublie aujourd'hui. Il semble que l'histoire ne soit qu'un recueil de contes bons pour amuser la jeunesse ; personne ne veut comprendre les leçons du passé. Si l'expérience de nos pères n'était point perdue pour notre ignorance, nous verrions qu'en défendant son indépendance, qu'en maintenant l'unité nationale, c'est

notre cause aussi bien que la sienne que défend le Nord. Tous nos vœux seraient pour nos anciens et fidèles amis. L'affaiblissement des Etats-Unis sera notre propre faiblesse : à la première querelle avec l'Angleterre, nous regretterons, mais trop tard, d'avoir abandonné une politique qui depuis trente ans a fait notre sécurité.

En écrivant ces pages, je ne pense pas convertir des gens qui ont dans le cœur une faiblesse innée pour l'esclavage; j'écris pour ces cœurs honnêtes qui se laissent prendre aux grands mots d'indépendance nationale qu'on fait miroiter devant eux pour les tromper. Le Sud n'a jamais été menacé ; aujourd'hui encore il peut rentrer dans l'Union, même avec ses esclaves. On ne lui demande que de ne point rompre l'unité nationale et de ne point ruiner la liberté. Le Nord, on ne peut trop le répéter, n'est point un agresseur ; il ne fait que défendre ce que défend tout vrai citoyen : le pacte national, l'intégrité de la patrie. Il est triste qu'il ait trouvé si peu d'appui en Europe et surtout en France. C'est sur nous qu'il comptait, c'est en nous qu'il espérait ; nous l'avons délaissé, comme si ces mots sacrés de patrie et de liberté n'avaient plus d'écho dans nos cœurs. Qu'est devenu le temps où la France entière applaudissait au jeune Lafayette mettant son épée au service des Américains. Qui l'a imité? Qui a rappelé ce glorieux souvenir ? Sommes-nous tellement vieillis que nous ayons tout oublié ?

Quelle sera l'issue de la guerre ! Il est impossible de le prévoir. Le Sud peut réussir ; le Nord peut se diviser et s'user en luttes intestines. L'Union n'est peut-être déjà qu'un grand souvenir. Mais, quel que soit l'avenir et quelle que soit la fortune, il y a un devoir pour les hommes qui ne se laissent pas emporter par le succès de l'heure présente : c'est de soutenir et d'encourager le Nord jusqu'au dernier moment ; c'est de condamner ceux dont l'ambition menace l'œuvre la plus belle et la plus patriotique qu'ait vue l'humanité ; c'est de rester fidèles jusqu'à la fin de la guerre, et même après la défaite, à ceux qui, jusqu'au dernier moment, auront combattu pour le droit et la liberté.

EDOUARD LABOULAYE,
Membre de l'Institut, Professeur au Collége de France.

LE MESSAGER FRANCO-AMÉRICAIN

Journal Quotidien.

POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL ET LITTÉRAIRE.

Prix de la Souscription, payable d'avance :

Un an, $6. — Six mois, $3. — Trois mois, $1 75.

FRAIS DE POSTE NON COMPRIS.

LE MESSAGER LITTÉRAIRE

JOURNAL HEBDOMADAIRE ILLUSTRÉ

Prix de la Souscription, payable d'avance : Une année, $5 ; six mois, $3.

60

Deacidified using the Bookkeeper process.
Neutralizing agent: Magnesium Oxide
Treatment Date: May 2010

PreservationTechnologies
A WORLD LEADER IN COLLECTIONS PRESERVATION
111 Thomson Park Drive
Cranberry Township, PA 16066
(724) 779-2111

THE LIBRARY OF CONGRESS